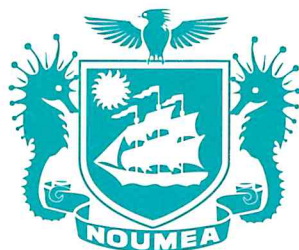


GP/FJ
Départ : 11239



VILLE DE NOUMEA

Mis en ligne le :

24 NOV. 2023

A R R E T E N° 2023/3815

**REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
ET AUTORISANT L'OCCUPATION D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC
RUE DE CASABIANCA SISE À MAGENTA**

Le maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n° 99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n° 99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu l'ordonnance n° 96/267 du 28 mars 1996 relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les Territoires d'Outre-Mer et à Mayotte ainsi qu'à l'extension et à la modification de certaines dispositions législatives rendues nécessaires par cette entrée en vigueur,

Vu le décret n° 97/544 du 28 mai 1997 portant extension et adaptation de la deuxième partie du code pénal (Décrets en Conseil d'Etat) dans les Territoires d'Outre-Mer et à Mayotte,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 83/828 du 07 octobre 1983 réglementant la circulation et le roulage dans la ville de Nouméa, et les textes qui l'ont complété et modifié,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1651 du 2 mai 2023 portant délégation de fonction et de signature au secrétaire général et aux secrétaires généraux adjoints,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2022/449-DE du 19 mai 2022 fixant les tarifs des occupations du domaine public communal, du stationnement et des locations,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n° 2023/1963 du 7 juin 2023 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la direction de l'espace public,

Vu la demande de la société UNITRANS SA du 20 novembre 2023,

Considérant qu'en vertu de ses pouvoirs de police, il appartient au Maire d'apprécier l'opportunité de la demande de la société UNITRANS SA,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}.

La société UNITRANS SA, située 25 rue du Commandant Alexandre Babo sise au Centre Ville dans la zone portuaire (BP 4161 – 98846 Nouméa cedex) (RIDET : 049 593.002) est autorisée à occuper une portion du domaine public de cinquante (50) mètres carrés au droit du n° 9 de la rue de Casabianca sise à Magenta en vue d'y installer une grue le 23 novembre 2023 et ce pour une durée d'un (01) jour.

ARTICLE 2/ Prescriptions techniques, aménagements et obligation du permissionnaire

La circulation et le stationnement sont réglementés aux lieu et période mentionnés à l'article 1^{er}, comme suit :

- la circulation piétonne et le stationnement automobile seront interdits au droit des travaux rue de Casabianca sise à Magenta pendant l'ensemble de la durée des travaux ;
- les déviations validées au préalable par la section gestion de voirie et déplacements (SGVD) du service exploitation de l'espace public devront être mises en place conformément au plan de signalisation fourni ;
- une communication aux riverains (avec un plan des déviations) devra être faite par l'entreprise au minimum 48h avant le grutage sur la portion de route rue de Casabianca sise au Centre Ville qui va être soumise aux balisages des travaux ;
- les piétons devront être déviés sur l'accotement opposé à la zone de levage en utilisant les passages piétons existants. Les véhicules devront être orientés par un balisage adéquate ;

- ici les patins de la grue empièteront uniquement sur les voies de circulations. Les patins de stabilisations de la grue doivent être posés sur des cales adéquates afin d'éviter le poinçonnement et les dégâts sur l'accotement ou les voies de circulation ;
- les lieux doivent être remis en état dès la fin de l'occupation du domaine public ;

Le retour à la normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

ARTICLE 3./ Circulation

La circulation et le stationnement seront réglementés dans la rue de Casabianca, sise au Centre Ville, pendant toute la durée des travaux et de la façon suivante :

- la circulation se fera par demi-chaussée et sera limitée à 30 km/heure sur la zone balisée ;
- l'entreprise devra mettre en place une circulation alternée pendant toute la durée des travaux. Cet alternat se fera soit à l'aide de panneaux de type C18 et B15, soit manuellement à l'aide de panneaux de type K10, soit à l'aide de feux tricolores ;
- le stationnement sera interdit sur les zones balisées pendant l'ensemble de la durée du chantier ;
- l'entreprise devra assurer la continuité de la circulation piétonne en dirigeant les piétons sur l'accotement opposé au moyen d'une signalisation adaptée, disposée au droit des passages protégés provisoires que devra mettre en place la société UNITRANS SA.

Le retour à la normale se fera sans préavis dès la fin des travaux.

ARTICLE 4. / Redevance

La portion du domaine public est louée moyennant une redevance de deux cents (200) francs CFP m²/jour pour l'année 2023.

Ce droit ne saurait être inférieur à dix mille (10 000) francs CFP et fixation d'un forfait supplémentaire unique de quinze mille (15 000) francs CFP, en sus de la redevance journalière, s'il y a nécessité de fermer au moins une voie de circulation.

Dans ce cas une voie de circulation sera fermée.

Cette redevance d'un montant de vingt-cinq mille (25 000) francs CFP est payable dès réception du titre de recette à monsieur le trésorier de la province Sud

ARTICLE 5. /

Cette autorisation pourra être suspendue ou retirée en cas de non-respect de la réglementation en vigueur ou à venir, et ce, pour des motifs d'intérêt général. Ladite autorisation est accordée à titre strictement personnel et ne pourra être cédée sous aucune forme.

ARTICLE 6. / Sanctions

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par l'article R 610-5 du code pénal applicable en Nouvelle-Calédonie, et des mesures administratives (mise en fourrière) prévues par les articles 258 et suivants du code de la route applicable en Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 7. /

Le délai de recours devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 8. /

Le présent arrêté sera enregistré, transmis au commissaire délégué de la République pour la province Sud, notifié à l'intéressée et publié par voie électronique.

NOUMEA, LE 24 NOV. 2023

LE MAIRE,

Pour le Maire et par délégation
Le directeur de l'espace public

Sebastien MASSON



DESTINATAIRES :

Subdivision Administrative Sud.....	1
Direction des Finances (pour TPS)	1
Direction de la Police Municipale	1
Direction Territoriale de la Police Nationale	1
Division Exploitation Services Urbains	1
Intéressé : direction@unitrans.nc	1
Mairie (mise en ligne)	1